

Conseil canadien pour la coopération internationale



États financiers
Pour l'exercice clos le 31 mars 2018



Conseil canadien pour la coopération internationale
États financiers
Pour l'exercice clos le 31 mars 2018

Contents

Rapport de l'auditeur indépendant	1
États financiers	
État de la situation financière	3
État de l'évolution des actifs nets	4
État des résultats	5
État des flux de trésorerie	6
Résumé des principales méthodes comptables	7
Notes afférentes aux états financiers	10
Annexe	14

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du Conseil canadien pour la coopération internationale

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Conseil canadien pour la coopération internationale, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018 et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenus et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil canadien pour la coopération internationale au 31 mars 2018, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Collins Barrow Ottawa s.r.l.

Comptables professionnels agréés, experts-comptables autorisés
Le 7 mai 2018
Ottawa (Ontario)

Conseil canadien pour la coopération internationale État de la situation financière

au 31 mars **2018** **2017**

Actifs

Actifs à court terme

Trésorerie	357 115 \$	717 217 \$
Placements à court terme	216 330	216 330
Débiteurs (note 1)	113 560	79 520
Contributions à recevoir	7 831	8 276
Frais payés d'avance	6 789	6 139

	701 625	1 027 482
--	---------	-----------

Immobilisations corporelles (note 2)

	68 555	47 002
--	--------	--------

	770 180 \$	1 074 484 \$
--	------------	--------------

Passifs et actifs nets

Passifs à court terme

Fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation	89 466 \$	66 720 \$
Apports reportés (note 3)	284 181	554 609

	373 647	621 329
--	---------	---------

Actifs Nets

Investi dans les immobilisations	68 555	47 002
Fonds de réserve affecté	312 000	290 000
Surplus non affecté	15 978	116 153

	396 533	453 155
--	---------	---------

	770 180 \$	1 074 484 \$
--	------------	--------------

Au nom du conseil d'administration :

Administrateur

Administrateur

Conseil canadien pour la coopération internationale État de l'évolution des actifs nets

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018

	Investi dans les immobilisations	Fonds de réserve affecté	Surplus non affecté	2018 Total	2017 Total
Solde , début de l'exercice	47 002 \$	290 000 \$	116 153 \$	453 155 \$	524 180 \$
Insuffisance des produits sur les charges pour l'exercice	(17 812)	-	(38 810)	(56 622)	(71 025)
Acquisition d'immobilisations corporelles	39 365	-	(39 365)	-	-
Virements interfonds	-	22 000	(22 000)	-	-
Solde , fin de l'exercice	68 555 \$	312 000 \$	15 978 \$	396 533 \$	453 155 \$

Conseil canadien pour la coopération internationale

État des résultats

Pour l'exercice clos le 31 mars	2018	2017
Produits		
Cotisations des membres	607 466 \$	558 783 \$
Centre de recherches pour le développement international	300 996	185 988
Contributions des groupes de travail	116 087	112 505
Réseau d'intervention humanitaire	64 008	-
Fondation de Bill et Melinda Gates	383 579	85 802
Autres subventions et contributions	92 016	103 340
Droit d'inscription	103 278	49 591
Autres revenus (dons, transferts d'organismes, frais pour services rendus)	62 241	44 834
Intérêts	10 195	9 317
	1 739 866	1 150 160
Charges		
Coûts du personnel	1 005 411	664 505
Coûts administratifs, incluant le C.A.	156 044	135 843
Coûts des programmes		
Activités liées à la recherche, aux conférences et aux ateliers	213 422	110 996
Politiques	92 580	68 758
Communication	19 898	20 538
Engagement des membres (AGA, ateliers et séminaires)	10 323	9 159
Activités des groupes de travail	15 230	26 254
Direction générale	7 795	11 612
Projets spéciaux	3 870	11 636
Support canadien pour le développement durable	209 361	58 953
Analyse de l'aide internationale	-	29 403
Réseau d'intervention humanitaire	5 897	-
	1 739 831	1 147 657
Excédent des produits sur les charges résultant des opérations courantes	35	2 503
Investissements stratégiques spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté (Note 4)	(56 657)	(73 528)
Insuffisance des produits sur les charges	(56 622) \$	(71 025) \$

Conseil canadien pour la coopération internationale

État des flux de trésorerie

Pour l'exercice clos le 31 mars	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Insuffisance des produits sur les charges pour l'exercice	(56 622) \$	(71 025) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	17 812	9 171
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Débiteurs	(34 040)	(50 564)
Contributions à recevoir	445	(4 455)
Frais payés d'avance	(650)	201
Fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation	22 746	47 428
Apport reportés	(270 428)	488 526
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>(320 737)</u>	<u>419 282</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<u>(39 365)</u>	<u>(42 657)</u>
Augmentation (diminution) de la trésorerie et équivalent de trésorerie au cours de l'exercice	(360 102)	376 625
Trésorerie et équivalent de trésorerie, au début de l'exercice	<u>717 217</u>	<u>340 592</u>
Trésorerie et équivalent de trésorerie, à la fin de l'exercice	<u>357 115 \$</u>	<u>717 217 \$</u>

Conseil canadien pour la coopération internationale

Résumé des principales méthodes comptables

31 mars 2018

Nature de l'organisation	Le Conseil canadien pour la coopération internationale (le « CCCI ») est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien oeuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable. Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous. Le Conseil est un organisme de bienfaisance.
Base de présentation	Ces états financiers ont été préparés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, qui font partie des principes comptables généralement reconnus du Canada et qui comprennent les principales méthodes comptables suivantes.
Utilisation d'estimations	Pour dresser les états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants indiqués à l'égard des actifs et passifs et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits et des charges indiqués pour la période concernée. Bien que ces estimations soient faites par la direction d'après les connaissances qu'elle a des événements actuels, les résultats réels peuvent différer de ces estimations. La direction revoit régulièrement ses estimations et hypothèses et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ceux-ci sont effectués dans les états portant sur l'exercice au cours duquel ils sont connus. Les estimations importantes comprennent les hypothèses adoptées pour : estimer la juste valeur initiale des instruments financiers; estimer les montants à recevoir et la possibilité de recouvrement des créances; établir la durée de vie utile et l'amortissement des immobilisations; estimer les provisions pour les charges à payer; estimer les salaires et avantages sociaux alloués aux différents secteurs opérationnels; estimer les montants des apports gagnés, recevables, courus et reportés et les autres ententes de financement.
Instruments financiers	<p>Les instruments financiers sont des actifs ou passifs financiers qui, en général, représentent pour le Conseil un droit contractuel à recevoir une somme d'argent ou autre actif financier d'une autre partie ou encore l'obligation de verser à une autre partie une somme d'argent ou autre actif financier.</p> <p><i>Évaluation des instruments financiers</i></p> <p>Le Conseil évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à leur juste valeur.</p> <p>Le Conseil évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et passifs financiers au coût après amortissement.</p>

Conseil canadien pour la coopération internationale

Résumé des principales méthodes comptables

31 mars 2018

Instruments financiers (suite)

Évaluation des instruments financiers (suite)

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent la trésorerie, les placements à court terme, les débiteurs et les contributions à recevoir. Les passifs financiers évalués au coût après amortissement comprennent les fournisseurs à payer et les autres passifs d'exploitation. Le Conseil n'a aucun actif financier ni passif financier évalué à sa juste valeur.

Perte de valeur d'un actif financier

Les instruments financiers évalués au coût après amortissement sont soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il existe des indications d'une perte de valeur. Le montant de la réduction est comptabilisé dans l'état des résultats. La dépréciation précédemment constatée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, pourvu que l'actif n'excède pas le montant établi avant la constatation de la perte de valeur. Le montant de la reprise est comptabilisé dans l'état des résultats.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique du Conseil est de présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et un solde disponible et les placements à court terme dont l'échéance n'excède pas trois mois de la date d'acquisition ou remboursable en tout temps sans pénalité.

Constatation des produits

Apports

Le Conseil applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Cette méthode prévoit que les apports affectés aux dépenses de périodes subséquentes, notamment pour les projets et les frais d'administration du Conseil, sont reportés et constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Cotisations des membres

Les cotisations des membres sont constatées dans la période pour laquelle elles s'appliquent.

Droits d'inscription

Les droits d'inscription sont constatés à titre de produits conformément à l'entente entre les parties, pour la période visée et lorsque ces droits sont fixes ou déterminables et que leur réception est raisonnablement assurée. Le passif correspondant à la portion reçue mais non acquise des droits d'inscription est comptabilisé dans l'état de la situation financière à titre de produits reportés.

Conseil canadien pour la coopération internationale

Résumé des principales méthodes comptables

31 mars 2018

Constatation des produits (suite)

Produits financiers nets

Les transactions financières sont inscrites à la date de la transaction, et les revenus obtenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en fonction du temps écoulé.

Les produits financiers affectés sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Le reste des produits financiers sont non affectés et sont constatés à titre de produits.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Lorsque le Conseil reçoit des apports sous forme d'immobilisations, le coût de celles-ci correspond à la juste valeur à la date de l'apport ou à la valeur symbolique de 1 \$ si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie estimative selon les méthodes, le taux annuel et les périodes qui suivent :

Mobilier de bureau	5 à 10	ans linéaire
Ordinateurs et équipements	30 %	dégressif
Améliorations locatives	5	ans linéaire

Réduction de valeur

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus de potentiel de service à long terme pour le Conseil, l'excédent de la valeur comptable nette sur la juste valeur est comptabilisé en charge dans l'état des résultats.

Transactions en devises étrangères

Les produits et les charges sont convertis au taux en vigueur à la date de la transaction. Les gains ou pertes de change sont considérés lors de l'établissement de l'état des produits et des charges. Les actifs et passifs monétaires sont convertis au taux en vigueur à la date du bilan.

Fonds de réserve affecté

Le Conseil a mis sur pied un fonds de réserve affecté afin de s'acquitter des obligations financières du Conseil dans l'éventualité où celui-ci doit diminuer ou cesser complètement ses activités. Les montants requis pour parer aux obligations financières du Conseil dans le cas d'une fermeture seront réévalués chaque année et des fonds additionnels seront ajoutés au fonds de réserve affecté au besoin afin d'assurer que toutes les obligations financières soient couvertes. Dans le cas où les montants seraient moindres que le solde du fonds de réserve affecté, le conseil d'administration peut décider de transférer les fonds excédentaires au surplus non affecté.

Conseil canadien pour la coopération internationale

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

1. Débiteurs

	2018	2017
Comptes à recevoir	63 811 \$	66 921 \$
Taxes de vente à recevoir	49 749	12 599
	113 560 \$	79 520 \$

2. Immobilisations corporelles

	2018			2017		
	Coût	Amort- issement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amort- issement cumulé	Valeur comptable nette
Mobilier de bureau, ordinateurs et équipements	154 673 \$	113 878 \$	40 795 \$	128 512 \$	102 347 \$	26 165 \$
Améliorations locatives	36 356	8 596	27 760	23 152	2 315	20 837
	191 029 \$	122 474 \$	68 555 \$	151 664 \$	104 662 \$	47 002 \$

3. Apports reportés

	2018			
	Solde début	Reçu au cours de l'exercice	Reconnu au cours de l'exercice	Solde fin
Fondation Bill et Melinda Gates	394 321 \$	95 966 \$	(383 579) \$	106 708 \$
Centre de recherches pour le développement international	107 528	332 109	(300 996)	138 641
Contributions des groupes de travail	47 520	78 095	(116 087)	9 528
Réseau d'intervention humanitaire	-	93 312	(64 008)	29 304
Autres apports reportés	5 240	-	5 240	-
	554 609 \$	599 482 \$	(869 910) \$	284 181 \$

Conseil canadien pour la coopération internationale

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

3. Apports reportés (suite)

	2017			
	Solde début	Reçu au cours de l'exercice	Reconnu au cours de l'exercice	Solde fin
Fondation Bill et Melinda Gates	-	480 123 \$	(85 802) \$	394 321 \$
Centre de recherches pour le développement international	7 157	286 359	(185 988)	107 528
Contributions des groupes de travail	57 291	102 734	(112 505)	47 520
Autres apports reportés	-	5 240	-	5 240
Inter Pares- Projet développement durable	1 635	10 000	(11 635)	-
	66 083 \$	884 456 \$	(395 930) \$	554 609 \$

Les apports reportés représentent des ressources non dépensées qui, en vertu d'affections d'origine externe, sont destinées à couvrir les charges du CCCI du prochain exercice.

4. Investissements stratégiques spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté

Les investissements stratégiques représentent des charges, tel que les coûts du personnel, les frais de consultation, de traduction et de planification stratégique qui ont été spécifiquement approuvés par le conseil d'administration pour des projets particuliers en plus des coûts initialement budgétés. Les charges spécifiquement approuvées pour l'exercice sont de 41 205 \$ (73 528 \$ en 2017) pour les coûts du personnel et 15 452 \$ (nil \$ en 2017) pour la planification stratégique.

5. Régime de retraite

Le Conseil participe à un régime de retraite d'employeur. Le régime est un régime à cotisations déterminées. Les cotisations de l'exercice s'élèvent à 31 002 \$.

6. Engagements contractuels

Le Conseil a conclu un contrat de location à long terme qui arrive à terme le 30 août 2021. Les paiements futurs au titre de location et couts reliés pour les prochains exercices sont les suivants :

2019	38 867 \$
2020	39 631
2021	40 410
2022	16 974
	135 882 \$

Conseil canadien pour la coopération internationale

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

6. Engagements contractuels (suite)

Certaines améliorations locatives ont été payées par le propriétaire. Ces coûts sont remboursés avec les paiements du bail et sont inclus dans les fournisseurs et autres passifs d'exploitation. L'entente prévoit également une pénalité de 1 500 \$ par année en cas de résiliation hâtive du bail.

7. Instruments financiers

Le Conseil est exposée à divers risques en raison de ses instruments financiers. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de risque du Conseil au 31 mars 2018.

Dans le cadre de ses activités, le Conseil ne recourt aucunement aux activités de couverture et ne possède ou n'utilise aucun instrument financier dérivé à des fins de négociations.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter ses engagements liés à des passifs financiers. Le Conseil est principalement exposé à ce risque par rapport à ses fournisseurs à payer et autres passifs d'exploitation.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Le risque de crédit principal du Conseil se rapporte à ses débiteurs et ses contributions à recevoir.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de variation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier attribuable aux fluctuations des prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. Le Conseil est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le Conseil est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui a trait à ses actifs financiers qui portent intérêt à taux fixe. Les placements à court terme portent intérêts à taux fixe et, par conséquent, le Conseil est exposé au risque de changements de juste valeur en conséquence des fluctuations des taux d'intérêts. Les autres actifs financiers et passifs du Conseil ne comportent aucun risque de taux d'intérêt puisqu'ils ne portent aucun intérêt.

Changement des risques

Il n'y a eu aucun changement important dans les expositions des risques du Conseil depuis l'exercice terminé le 31 mars 2017.

Conseil canadien pour la coopération internationale

Notes afférentes aux états financiers

31 mars 2018

8. Montants comparatifs et informations financières

Dans certains cas, des montants et informations financières de l'exercice 2017 ont dû être reclassés pour être conforme à la présentation des états financiers et de l'information financière de l'exercice 2018.

Particulièrement, le montant à payer au propriétaire de l'édifice a été reclassé de avantages locatifs incitatifs reportés aux fournisseurs et autres passifs d'exploitation pour concorder avec les termes du bail.

Conseil canadien pour la Coopération internationale

Annexe

Pour l'exercice clos le 31 mars	2018	2017
CHARGES PAR CATÉGORIE		
Amortissements des immobilisations	17 812 \$	9 171 \$
Ateliers de travail et coalitions	41 560	28 197
Autres dépenses	3 009	5 864
Communications	22 722	17 790
Consultants	298 881	177 267
Cotisations et hospitalités	6 008	3 072
Frais bancaires et frais de services	6 569	3 875
Frais de loyer et assurances	42 230	39 226
Frais de réunion	125 212	55 000
Honoraires professionnels	14 030	9 279
Location d'équipement	17 546	5 936
Photocopies, courrier et fourniture de bureau	10 924	8 902
Publications et abonnements	1 707	596
Recrutement et formation	614	1 247
Salaires et avantages sociaux	1 047 880	734 873
Traduction	56 373	57 564
Voyages	83 411	63 326
	1 796 488 \$	1 221 185 \$

L'annexe ci-haut présente les charges incluant les investissements stratégiques. Les investissements stratégiques sont présentés séparément dans l'état des résultats.